

celle de la résistance non-violente, de la désobéissance civile, de la protestation pacifique, obstinée. » (p. 807.)

L'argumentation qu'il développe exprime la confusion et les contradictions dans lesquelles la « gauche » se débat et mérite d'être examinée de près.

Mais disons d'abord quelques mots sur les moyens nouveaux qui attirent Domenach. Les manifestations de « non violence », qui ont été récemment organisées contre les camps et dont la presse a passablement parlé, ont droit à la sympathie et au respect de tout marxiste révolutionnaire, précisément parce que, faites dans la période actuelle, elles ne sont pas un substitut à l'action des masses, qu'elles ne peuvent pas être considérées comme un moyen de pression sur le pouvoir pour le faire changer de politique en Algérie, et qu'elles sont avant tout et surtout un signal d'alarme destiné à réveiller un peuple qui vit dans une apathie et une indifférence effrayantes.

Mais on ne peut sérieusement penser qu'elles peuvent se développer numériquement, atteindre des milieux plus larges que ceux qu'elles mobilisent à présent, toucher de très larges masses, sans changer de caractère. Il n'y a pas de désobéissance civile de masse qui puisse triompher en restant « non violente ». On parle souvent en termes vagues de l'exemple de Gandhi. La réalité est que Gandhi a surtout utilisé la propagande pour la non-

violence en vue de limiter, de freiner les mouvements de masses indiennes, qui ne pouvaient pas rester passives contre la violence qui leur était faite. En fait, quand les grandes masses entrent en action, il s'agit d'un problème politique, où il faut déterminer les méthodes d'action appropriées, parmi lesquelles — c'est Soustelle qui vient de le faire remarquer — on peut se trouver amené à agir « en marge de la légalité ».

L'indécision, l'irrésolution de Domenach se manifestent en premier lieu sur les objectifs de l'action à mener en relation avec la lutte contre la guerre d'Algérie. A la page 806 il souligne fort justement que la situation pose le dilemme : socialisme ou fascisme.

« Sa dernière abdication [de la démocratie libérale] la condamne définitivement et le moment approche où il faudra bien choisir entre ses successeurs : un fascisme soutenu par les activistes de l'armée, un socialisme soutenu par les forces du travail. »

Cela est écrit seulement une page après qu'il ait dit :

« Je ne vois pas ce que nous pourrions faire de mieux, à l'esprit, qu'aider ceux qui tentent de refaire à ce pays un tissu moral et une intelligence. » (p. 805.)

On ne peut être surpris qu'une telle contradiction se traduise dans de surprenants arguments.

mieux défendre le capitalisme français ! Cela est vrai aussi pour la direction du P.C.F. Les Mendès-France, Defferre, Verdier, Savary, Thorez, Duclos..., depuis des années n'ont pas du tout tenté de mobiliser les masses françaises contre la guerre d'Algérie, leur agitation avait surtout pour objectif de dire au capitalisme qu'ils savaient beaucoup mieux que les ultras ou les gaullistes de stricte obédience défendre les « intérêts français » en Algérie, autrement dit qu'ils avaient une meilleure politique à proposer au capitalisme français. Pour tous les leaders réformistes, y compris les dirigeants du P.C.F., il y a non pas une Révolution algérienne qu'il faut soutenir, mais des « intérêts français à préserver en Algérie. Quels intérêts communs « français » peut-il y avoir en Algérie entre les ouvriers de Renault, de Citroën, de Rhône-Poulenc, etc. et les maîtres de ces firmes ? Aucun ; au contraire. Mais cette politique des intérêts français à bien défendre, contre ces incapables d'ultras et autres, cette politique de pression toujours très faible pour agir sur la politique du capitalisme français, a donné comme résultats les plus avancés : la constitution d'une Commission de sauvegarde des droits et libertés, et des propos équivoques de de Gaulle sur l'autodétermination. C'est bien maigre. On peut être certain qu'une lutte à objectifs révolutionnaires, de soutien de la Révolution algérienne aurait donné plus de résultats, y compris sur le plan de la lutte contre les atrocités et sévices dont sont victimes les Algériens tant en France qu'en Algérie

Français et « Étrangers »

Ainsi, Domenach écrit à l'adresse de ceux qui se sont placés aux côtés de la Révolution algérienne qu'ils se mettent au service de l'étranger sans pouvoir agir sur sa politique :

« Aider le F.L.N. sans avoir la moindre part à ses décisions, à ses responsabilités, c'est employer un moyen extérieur, certainement incontrôlable, et en tout cas bien plus détourné que n'importe laquelle de ces activités politiques normales dont on désespère. Sous le prétexte d'agir et d'être efficace... c'est accepter que l'efficacité dépende d'une force sur laquelle on est sans prise... Greffer nos espoirs sur une organisation étrangère, parce qu'elle est riche en dévouement et en efficacité, c'est un genre de pari que l'histoire a déjà durement sanctionné. » (p. 803.)

La logique d'un tel propos serait la condamnation de toutes les formations internationales de volontaires qui, au cours de l'histoire, se sont mises au service d'une cause révolutionnaire, entre autres les Brigades de la guerre d'Espagne, il y a bientôt 25 ans, et aujourd'hui celle que le G.P.R.A. est disposé à accepter, en les ravalant à une sorte de Légion étrangère. Domenach pense-t-il que la Révolution algérienne peut être aidée par des Africains, des Asiatiques, à la rigueur des Européens à l'exclusion des Français ? Il nous semble, tout au contraire, qu'étant

donné le rôle de l'impérialisme français en Algérie, le devoir de solidarité des Français se réclamant du socialisme soit rendu encore plus impérieux.

Quant à l'autre considération soulevée par Domenach, l'idée d'agir sur la politique des camps en lutte, elle mérite d'être approfondie de façon plus serrée. Nous n'entrerons pas dans le problème des guerres en général, nous nous en tiendrons à celui de la guerre qui se déroule en Algérie à présent. D'un côté, sous le nom de la France, nous avons une lutte menée par le capitalisme français pour le maintien de son hégémonie en Algérie, lutte qu'il ne peut aisément résoudre parce qu'il sait qu'il ne peut pas maintenir les anciennes formes de domination et qu'il se trouve incapable d'en définir de nouvelles qui auraient un écho suffisant dans les masses algériennes. De l'autre, le peuple algérien lutte pour son indépendance nationale et — cela est de plus en plus manifeste — pour une transformation sociale. C'est le cadre de la lutte actuelle : agir sur la politique d'un des camps, cela veut dire intervenir dans l'un ou l'autre camp pour mieux parvenir au résultat recherché — à moins de lutter en France pour renverser le régime social.

Qu'on ne nous dise pas que le but sinon de la « gauche » dans sa totalité, du moins de ceux qui en général en sont considérés les porte-parole n'est pas seulement de

Indépendance nationale et libération sociale

La lutte du peuple algérien n'est pas quelque chose d'étranger aux travailleurs de France. L'éditorialiste des « Temps Modernes » observe fort justement :

« Qu'on le veuille ou non... et quelles que soient les conséquences que chacun peut tirer de cette constatation, quel que soit le degré de conscience qu'on en prend d'un côté comme de l'autre, il existe une solidarité de fait entre le sort de l'opposition au régime gaulliste et l'issue de la guerre d'Algérie. » (numéro de février-mars 1960.)

Nous avons dit plus haut qu'il était évident que la lutte du peuple algérien avait non seulement un objectif d'indépendance nationale, mais aussi de plus en plus le caractère d'une lutte d'émancipation sociale. Nous n'avons pas besoin ici de rappeler ce que bien des livres et publications diverses ont abondamment illustré dans ce domaine. Qui plus est, ce n'est pas un phénomène spécifique à la Révolution algérienne, mais un trait général, perceptible à des degrés différents, partout, sur tous les continents où se développe la Révolution coloniale. Cette constatation, Nasser la souligna dans sa « Philosophie » de la révolution :